

d'interpellation sur la fixation du prix du tabac [28 décembre 1953] (p. 6894); la développe : *Majoration du prix du tabac unanimement réclamée* [28 décembre 1953] (p. 6895). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réforme fiscale; Art. 3 : *Son amendement (Régime applicable aux producteurs vendant au détail des produits passibles de la taxe sur la valeur ajoutée)* [26 mars 1954] (p. 1334); le retire (p. 1335); — d'interpellations relatives à la politique du Gouvernement dans les départements et les territoires d'outre-mer : *Discussion générale (Déroulement du débat)* [9 avril 1954] (p. 2020). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques et au Plan* (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

#### En cette qualité :

Répond à une question : de M. Laborbe relative au remboursement de charges fiscales [25 juin 1954] (p. 3090); — de M. Valabrègue relative à l'exportation des cuirs et peaux bruts [25 juin 1954] (p. 3090). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Coordination économique entre la France et l'Union française)* [6 août 1954] (p. 3960). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Marine)* (Remaniement du Cabinet Mendès-France) [3 septembre 1954] (*J. O.* du 4 septembre 1954, p. 8550). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* (Remaniement du Cabinet Mendès-France) [20 janvier 1955] (*J. O.* du 21 janvier 1955, p. 803). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* (Cabinet Mendès-France) [25 janvier 1955] (*J. O.* du 26 janvier 1955, p. 931) (1).

#### En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Expansion économique, prolétarisation des petits commerçants, exode rural, reconversion par la décentralisation, régime forfaitaire d'imposition)* [29 mars 1955] (p. 2043, 2044); — d'interpellations sur l'Algérie : *Maintien de l'ordre et réformes nécessaires, prise de conscience de l'Afrique du Nord, corrélation entre les faits du Maroc et les faits algériens, définition du mot « intégration », création de la Libye*

[11 octobre 1955] (p. 5027 à 5029); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Sa motion préjudicielle (Réforme électorale préalable)* [30 octobre 1955] (p. 5385 à 5388); *Observations sur le système des apparentements* (p. 5386, 5387); *Son contre-projet (Scrutin d'arrondissement à deux tours, découpage automatique des circonscriptions)* [31 octobre 1955] (p. 5428 et suiv.); *Sa proposition soumettant la loi électorale à référendum* [2 novembre 1955] (p. 5471); *Elections dans les territoires d'outre-mer* (p. 5472); — de ce projet de loi en troisième lecture : *Découpage automatique* [16 novembre 1955] (p. 5767). = S'excuse de son absence [13 novembre 1951] (p. 7910), [5 février 1952] (p. 424), [9 juillet 1953] (p. 3406), [31 janvier 1955] (p. 502). = Obtient des congés [13 novembre 1951] (p. 7910), [5 février 1952] (p. 424), [9 juillet 1953] (p. 3406), [31 janvier 1955] (p. 502).

**CAILLET (M. Francis)**, Député de la Seine [5<sup>e</sup> secteur] (app. U.D.S.R.).

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5945). = Est nommé Président de la Commission du travail et de la sécurité sociale [9 février 1954] (**F. n° 343**). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des affaires économiques [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission des territoires d'outre-mer [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### Dépôts :

Le 26 février 1952, une proposition de loi tendant à attribuer aux titulaires de la médaille d'honneur du travail une dotation annuelle de 250 francs et, sans autres conditions, l'allocation aux vieux travailleurs, **n° 2796**. — Le 6 mars 1952, une proposition de loi tendant à la validation, pour le calcul de la pension de retraite des personnels tributaires des lois des 2 août 1949 et 21 mars 1928, des services accomplis dans les établissements en cause, antérieurement à leur prise en charge par l'Etat;

(1) Démission individuelle.

**n° 2885.** — Le 10 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'Ordre des experts comptables et des comptables agréés et réglant les titres et les professions d'expert-comptable et de comptable agréé, **n° 4389.** — Le 6 novembre 1952, une proposition de loi tendant à fixer les modalités d'application de la loi du 21 juin 1936 sur la semaine de 40 heures dans les commerces de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires, **n° 4640.** — Le 23 juillet 1953, une proposition de loi tendant à modifier le régime des caisses complémentaires de retraites, **n° 6644.** — Le 20 novembre 1953, une proposition de loi tendant à établir définitivement les délais de règlement du pécule des anciens combattants prisonniers de guerre, **n° 7247.** — Le 29 mars 1954, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 2 du décret n° 54-138 du 28 janvier 1954 déterminant les droits des anciens combattants prisonniers de guerre au bénéfice des majorations d'ancienneté, **n° 8171.** — Le 29 mars 1954, une proposition de loi tendant à compléter les textes d'attribution du pécule aux ayants cause des prisonniers de guerre décédés en captivité ou après rapatriement, **n° 8172.** — Le 6 mai 1954, une proposition de loi modifiant la loi n° 50-205 du 11 février 1950 relative au règlement des conflits collectifs du travail, **n° 8391.** — Le 30 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer le salaire annuel garanti, **n° 11073.**

### Interventions :

Son rapport sur les élections dans le département du Tarn-et-Garonne [19 juillet 1951] (p. 5984). — Dépose une demande d'interpellation sur les droits des travailleurs menacés par la fermeture de certaines entreprises industrielles de la banlieue parisienne [9 novembre 1951] (p. 7860); la développe : *Ses observations sur la fermeture de l'usine Salmson et les difficultés de l'industrie française* (p. 7884, 7885); — Pose à M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre une question relative au statut des déportés du travail [23 novembre 1951] (p. 8455). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratifica-

tion du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale (Ses observations sur les conséquences sociales du traité)* [7 décembre 1951] (p. 8945, 8946); — d'une proposition de résolution relative à l'entreprise Salmson : *Discussion générale* [21 décembre 1951] (p. 9492); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Le contre-projet R. P. F.)* [19 février 1952] (p. 819); *Son contre-projet tendant à rajuster les salaires tous les trois mois si la hausse des prix est supérieure à 10 0/0 et à introduire l'échelle mobile dans les conventions collectives* [25 février 1952] (p. 862, 863, 864); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Ses observations sur la lenteur du vote de la loi, sa nécessité)* [9 avril 1952] (p. 2039, 2040). — Son rapport sur les élections partielles dans le département des Vosges [20 mai 1952] (p. 2372). — Dépose une demande d'interpellation sur les inscriptions injurieuses contre certains hauts personnages alliés qui couvrent les voies publiques, les monuments et autres lieux et qui sont l'œuvre d'éléments appartenant à un parti politique aux ordres de l'étranger [29 mai 1952] (p. 2535); la retire [5 juin 1952] (p. 2673). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Ses observations sur l'association capital travail, les insuffisances du capitalisme et du marxisme)* [29 mai 1952] (p. 2551, 2552); *Sa demande de suspension de séance* (p. 2565). — Dépose une demande d'interpellation sur les graves événements dont Paris a été le lieu le 28 mai et le complot permanent qu'organisent sur le territoire national des séparatistes [30 mai 1952] (p. 2587); la retire [5 juin 1952] (p. 2673). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant majoration des indemnités dues aux victimes d'accidents du travail; Art. 3 : *Son amendement relatif aux formalités de demandes de révision de l'indemnité* [2 juillet 1952] (p. 3421, 3422); *le retire* (p. 3422); — d'une proposition de résolution relative à la convocation de la Commission supérieure des conventions collectives : *Discussion générale* [10 octobre 1952] (p. 4202, 4203). — Dépose une demande d'interpellation sur la grave situation des travailleurs de l'in-

dustrie française par suite de la réduction des heures de travail dans un grand nombre d'entreprises [19 novembre 1952] (p. 5378). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Débat sur la crise économique* [25 novembre 1952] (p. 5634). — Dépose une demande d'interpellation sur l'aggravation de la situation économique et de l'extension du chômage [12 mars 1953] (p. 1822). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Ses observations sur l'ouverture d'un débat sur la situation des chômeurs et des économiquement faibles* [18 mars 1953] (p. 2016). — Pose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale une question relative aux chômeurs et économiquement faibles [27 mars 1953] (p. 2472). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition du Gouvernement [30 juin 1953] (p. 3174); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur la difficile répartition des portefeuilles, les nouveaux ministres de l'U. R. A. S., le maintien des anciennes équipes, les conséquences sociales de l'inflation menaçante* [30 juin 1953] (p. 3177, 3178); — sur la misère des vieux travailleurs et des économiquement faibles [22 juillet 1953] (p. 3759); — sur la prétendue politique de baisse et les mesures insuffisantes récemment prises pour relever le pouvoir d'achat des fonctionnaires [6 octobre 1953] (p. 4014); la développe : *La revalorisation insuffisante des salaires, la baisse des prix, la mévente des produits agricoles, l'insécurité de l'emploi* [9 octobre 1953] (p. 4188, 4189); — sur l'ajournement à 1960-1963 du règlement du pécule des prisonniers de guerre, malgré l'engagement pris de respecter la loi du 3 février 1953 et le plan quadriennal [6 octobre 1953] (p. 4015); — sur les raisons des mesures de coercition sans précédent à l'encontre de la Confédération du syndicat général des indépendants [24 novembre 1953] (p. 5483). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); P. T. T. Etat A, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Adjoints détachés à l'administration centrale)* [7 décembre 1953] (p. 6208). — Retire sa demande d'interpellation sur les syndicats indépendants [11 février 1954] (p. 178). — Prend part à la discussion des interpellations

sur la fixation du nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Ses reproches au Gouvernement de ne pas avoir suffisamment tenu compte de l'avis de la Commission des conventions collectives; prime horaire accordée le 5 février 1954)* [12 février 1954] (p. 253). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures prises par le Ministère des Anciens combattants visant les anciens prisonniers de guerre (*Manifestations du 28 février 1954*) [2 mars 1954] (p. 586); — sur les responsabilités du Gouvernement en ce qui concerne la fin tragique de Dien-Bien-Phu [11 mai 1954] (p. 2334); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Perte de Dien Bien Phu, paix en Indochine, politique menée à Genève, éventualité d'une crise ministérielle* (p. 2342, 2343); — sur les dispositions envisagées pour mettre rapidement fin aux hostilités en Indochine et sur les pourparlers de paix engagés à Genève et parallèlement dans les différentes capitales européennes [1<sup>er</sup> juin 1954] (p. 2736); la développe : *Impossibilité désormais d'une issue victorieuse de la guerre, attitude de Mlle de Galard (exemplaire), gravité des mesures militaires envisagées (appel anticipé du contingent, envoi en Indochine), confidences antigouvernementales de certains Ministres, remplacement de M. Marc Jacquet (refus de M. Schmittlein), attitude louvoyante de M. Bidault à Genève (conférence militaire parallèle de Washington), difficultés en Tunisie et au Maroc, dissolution éventuelle de l'Assemblée, affaire de l'Express* (p. 2749, 2750); *Son ordre du jour avec demande de priorité (« estime que le Gouvernement n'est plus en mesure d'assumer les responsabilités »)* [9 juin 1954] (p. 2873); le soutient : *paroles prétendues de M. Bidault, retour de Genève (controverse), désunion du Gouvernement, le disqualifiant pour agir, choix malheureux de M. Frédéric-Dupont, angoisse pour Hanoï, position française « trop à la remorque » de ses alliés, possibilité d'une nouvelle équipe gouvernementale* [9 juin 1954] (p. 2875, 2876). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la communauté européenne de défense (C. E. D.) : *Oppose la question préalable* [29 août 1954] (p. 4442); *la retire* (p. 4443); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour l'exercice 1955 : *Son article*

*additionnel (Extension au conjoint de la loi du 1<sup>er</sup> août 1950 accordant des facilités de transport aux bénéficiaires d'une rente ou d'une pension)* [17 novembre 1954] (p. 5129). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre concernant la décentralisation des entreprises industrielles, mesures risquant de faire des travailleurs des déportés ou des chômeurs tendant à transformer Paris en ville bourgeoise [18 décembre 1954] (p. 6568). — Prend part à la discussion : des projets de loi portant ratification des Accords de Paris ; Rapport n° 9703 ; Art. 2 et 3 (Admission de la République fédérale à l'O.T.A.N.) : *Ses explications de vote ; Refus de l'argument-massue des pressions alliées (aussi désagréables que les soviétiques), leur signification réelle (caractère illusoire de tout engagement contractuel), « risques effroyables » du réarmement de l'Allemagne (revisionnisme), contradiction évidente entre « la politique de Genève » et celle de Londres, appel au Président du Conseil, « chantage » innacceptable exercé sur son nom* [27 décembre 1954] (p. 6880, 6881) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Sa motion préjudicielle (Abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954)* [18 mars 1955] (p. 1678, 1679) ; *la maintient* (p. 1690) ; — du projet de loi accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Sa motion préjudicielle (Retour à l'article 1769 du Code général des impôts)* [28 mars 1955] (p. 2002, 2003). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique économique et sociale [3 mai 1955] (p. 2426) ; — sur la catastrophe du Mans [21 juin 1955] (p. 3168) ; — sur la politique du Gouvernement en Algérie et au Maroc [21 juin 1955] (p. 3168) ; — sur l'expulsion de certaines fédérations d'industrie de la Confédération générale des syndicats indépendants [4 août 1955] (p. 4602). — Prend part à la discussion en deuxième lecture, du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance : élections anticipées avec la loi du 9 mai 1951 sans les apparentements (Abstentions, listes patronnées par M. Mendès-France, listes de salut public de M. Poujade, éventuelle démobilisation des rappelés, mesures graves à prendre en Algérie, impôts nouveaux)* [12 novembre 1955] (p. 5643, 5644). = S'excuse de son absence [12 mai 1953]

(p. 2638), [18 mai 1953] (p. 2710), [29 mars 1954] (p. 1386). = Obtient des congés [12 mai 1953] (p. 2638), [18 mai 1953] (p. 2710), [29 mars 1954] (p. 1386).

**CALLOT (M. Olivier)**, *Député des Landes* (R. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la production industrielle [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### Dépôts :

Le 24 juillet 1953, une proposition de loi tendant à réduire les dépenses de l'Etat dans le domaine de la construction et de la reconstruction, n° 6669. — Le 24 juillet 1953, une proposition de loi tendant à favoriser le financement de la construction par des capitaux privés, n° 6670.

#### Interventions :

S'excuse de son absence [23 août 1951] (p. 6433), [14 septembre 1951] (p. 7353), [22 décembre 1951] (p. 9574), [24 janvier 1952] (p. 324), [9 avril 1952] (p. 2035), [2 juillet 1952] (p. 3416), [16 décembre 1952] (p. 6457), [18 mai 1953] (p. 2710), [6 octobre 1953] (p. 4010), [31 décembre 1953] (p. 7228), [28 juillet 1954] (p. 3670), [7 décembre 1954] (p. 5920), [23 mars 1955] (p. 1862). = Obtient des congés [23 août 1951] (p. 6433), [14 septembre 1951] (p. 7353), [22 décembre 1951] (p. 9574), [24 janvier 1952] (p. 324), [9 avril 1952] (p. 2035), [2 juillet 1952] (p. 3416), [16 décembre 1952] (p. 6457), [18 mai 1953] (p. 2710), [6 octobre 1953] (p. 4010), [31 décembre 1953] (p. 7228), [28 juillet 1954] (p. 3670), [7 décembre 1954] (p. 5920), [23 mars 1955] (p. 1862).